



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
8 janvier 2016
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement
Commission du commerce et du développement
Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement
d'un environnement économique favorable à tous les niveaux
à l'appui d'un développement équitable et durable
Troisième session
Genève, 14 et 15 décembre 2015

**Rapport de la Réunion d'experts pluriannuelle
sur le renforcement d'un environnement économique
favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement
équitable et durable sur sa troisième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, les 14 et 15 décembre 2015

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	2
I. Résumé du Président : Concevoir des approches permettant de stimuler la diversification économique et de promouvoir une production à valeur ajoutée, y compris à travers l'investissement, afin d'offrir des perspectives économiques égales à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes	2
A. Diversification et évolution technologique : liaisons et stratégies	2
B. Commerce, diversification économique et développement	4
C. Politique industrielle	6
D. Séance récapitulative de la Réunion d'experts	7
II. Questions d'organisation	10
A. Élection du bureau	10
B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	10
C. Résultats de la session	10
D. Adoption du rapport de la réunion	10
Annexes	
Participation	11

GE.16-00220 (F) 170316 300316



* 1 6 0 0 2 2 0 *

Merci de recycler



Introduction

1. La troisième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement d'un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement équitable et durable s'est tenue au Palais des Nations, à Genève (Suisse), les 14 et 15 décembre 2015. Le thème de la session a été arrêté à la cinquante-septième session du Conseil du commerce et du développement en juin 2013. Ont également été abordées les questions qu'il est prévu d'examiner à la quatrième session.

2. La session comportait quatre séances. Les trois premières ont été consacrées à des exposés présentés par un groupe d'intervenants, suivis de débats entre les experts y participant. La dernière séance a été l'occasion de récapituler les résultats des première, deuxième et troisième sessions de la Réunion d'experts pluriannuelle.

I. Résumé du Président : Concevoir des approches permettant de stimuler la diversification économique et de promouvoir une production à valeur ajoutée, y compris à travers l'investissement, afin d'offrir des perspectives économiques égales à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes

(Point 3 de l'ordre du jour)

A. Diversification et évolution technologique : liaisons et stratégies

3. En présentant ce point de l'ordre du jour, le Directeur de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement a dit que le moment était opportun pour réfléchir aux approches permettant de stimuler la diversification économique. La diversification et l'évolution structurelle de l'économie jouaient un rôle important dans la promotion de la durabilité, la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes, et l'accroissement de la résilience aux chocs externes. Elles sous-tendaient également nombre des objectifs de développement durable que les États membres s'étaient engagés à atteindre. Des difficultés majeures faisaient cependant obstacle à la diversification dans la conjoncture mondiale actuelle, ainsi qu'en témoignaient le piège du revenu intermédiaire et la tendance à la désindustrialisation et à la remarchandisation qui avait été constatée dans certains pays. L'histoire des pays développés et des pays en développement montrait que la diversification et plus particulièrement l'industrialisation ne pouvaient être laissées aux seules forces du marché, exigeant au contraire un ensemble de politiques, de mesures et d'institutions qui risquaient, dans le contexte actuel, d'être de plus en plus difficiles à réunir.

4. Les experts ont souligné que le secteur manufacturier conservait toute son importance dans le processus de diversification. Un expert a rappelé que les connaissances, qui étaient essentielles au développement, résidaient dans le capital physique et humain lié à ce secteur. Même lorsque des pays choisissaient de se concentrer sur le secteur des services, leurs résultats dans ce dernier restaient tributaires de l'utilisation d'articles manufacturés à forte valeur ajoutée. De même, tous les pays émergents à forte croissance se caractérisaient par la proportion élevée de la valeur ajoutée manufacturière dans leur produit intérieur brut, considérablement supérieure à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

5. Une grande partie du débat a porté sur la question de savoir comment stimuler le secteur manufacturier et diversifier l'économie. Parmi les pièges à éviter, il y avait la tendance à se contenter d'une diversification à petits pas en faveur d'activités qui

entretenaient la dépendance à l'égard des produits de base (par exemple la production de vin et la pêche au saumon, mais avec un lien trop étroit avec la production de cuivre) ou qui ne contribuaient pas à accroître la production ou la productivité (par exemple certaines activités financières). D'après un participant, s'il existait plus d'une façon de diversifier l'économie, il restait néanmoins essentiel de mettre en place un système de production comportant des liaisons dans au moins quatre domaines – production, technologie, consommation et fiscalité – qui se renforçaient les unes les autres.

6. Dans beaucoup de pays en développement, par exemple la Tanzanie, les liaisons de production en amont et en aval étaient insuffisantes à cause du nombre restreint de grandes entreprises locales et d'entreprises de taille moyenne. Les liaisons technologiques (ou leur absence) décidaient de l'importance des retombées intersectorielles en matière d'apprentissage, lesquelles déterminaient à leur tour tant le rythme des investissements de production ou de consommation que l'orientation de la diversification. Afin d'éviter que les augmentations de revenus se traduisent par une hausse des importations, il faudrait faire en sorte que les liaisons de consommation contribuent à promouvoir la production locale à valeur ajoutée. Il était également souhaitable de mettre en place des liaisons fiscales propres à renforcer les capacités budgétaires et à mettre les recettes fiscales au service des investissements productifs.

7. Parmi les exemples de promotion de ces liaisons, on pouvait citer l'action menée par les intermédiaires technologiques publics, notamment les autorités de normalisation et les institutions apparentées, et celle des organismes s'occupant de transfert de technologie. Les cas pertinents relatifs à tel ou tel pays comprenaient l'agriculture aux États-Unis d'Amérique, l'entreprise Embrapa au Brésil, le secteur du saumon au Chili et l'organisation Fraunhofer en Allemagne. Un enseignement tiré de l'expérience était que l'efficacité de toute mesure était fonction de l'ensemble des politiques en vigueur, puisque celles-ci avaient des effets les unes sur les autres et qu'elles s'additionnaient et se renforçaient au fil du temps. Les cas concrets de programmes de politique industrielle montraient qu'il fallait considérer chaque politique comme faisant partie d'un tout. Un expert a évoqué les politiques fiscales menées par certains pays pour accélérer la diversification, notamment la taxe sur les exportations de matières premières, qui a stimulé le secteur du cuir au Kenya, et celle sur le bois non transformé, qui a dynamisé le secteur du contreplaqué en Indonésie. Un autre expert a fait observer que la politique macroéconomique devait être cohérente avec les stratégies de diversification et de politique industrielle.

8. Les problèmes de financement constituaient un obstacle majeur à l'évolution technologique nécessaire à l'industrialisation : plus de 40 pays en développement sur 83 avaient emprunté à des taux réels supérieurs à 7,5 % entre 2000 et 2014 et l'intérêt manifesté par les investisseurs était limité. Les pays développés cherchaient à renforcer les droits de propriété intellectuelle parce que leurs entreprises appréhendaient le développement de la concurrence dans le monde en développement. À cause de la nouvelle discipline imposée par les accords internationaux d'investissement et de commerce, il était difficile de bâtir un secteur d'entreprises locales, aussi bien privées que liées au secteur public.

9. Pendant le débat qui a suivi, certains représentants ont soulevé la question de la continuité des politiques. La politique économique devait rester cohérente sur le long terme pour atteindre ses buts. Dans la pratique, cependant, elle subissait souvent l'effet de changements opérés par les pouvoirs publics. Ainsi, le Gouvernement brésilien avait pris une mesure imposant aux finances publiques une discipline budgétaire qui avait empêché la continuation de la politique industrielle lancée par les gouvernements précédents. Il arrivait que les politiques budgétaire et monétaire n'aillent pas dans le même sens, rendant la politique industrielle inefficace (par exemple des mesures de relance en période de taux d'intérêt élevés). De plus, la planification des capacités à long terme était essentielle à

l'élaboration d'une politique industrielle. Toutefois, les ministères chargés de la planification avaient été démantelés dans bon nombre de pays en développement au cours des deux dernières décennies, d'où une pénurie de compétences dans ce domaine. L'accent avait été placé sur le court terme. Afin de créer une dynamique favorable, un expert a proposé de saisir l'Assemblée générale des Nations Unies de la question pour y sensibiliser les chefs de gouvernement.

10. Certains participants ont dit que les politiques interventionnistes devaient être dosées avec soin dans le contexte de l'économie mondialisée, où les investisseurs et les capitaux étaient particulièrement mobiles. Compte tenu de différents déséquilibres, il était nécessaire de transformer l'ordre économique mondial. Par exemple, les taux de change représentaient les prix mondiaux les plus importants et pouvaient soit faciliter, soit compromettre les efforts de diversification. Dans bien des cas, ils étaient cependant désalignés et provoquaient des distorsions macroéconomiques. C'est pourquoi il fallait mettre en place un nouveau système de Bretton Woods garantissant une concurrence internationale fondée sur la productivité, faute de quoi les perspectives de développement des pays en développement seraient restreintes. Le système commercial actuel n'était pas propice au développement ; en outre, il fallait placer le développement au centre des négociations commerciales en cours et à venir.

B. Commerce, diversification économique et développement

11. La réunion-débat a porté sur la diversification et l'amélioration de la production dans le contexte du commerce. Suivant la théorie classique du commerce, les pays devraient se spécialiser dans les secteurs où ils bénéficiaient d'avantages comparatifs en matière de technologie, de dotation en facteurs de production ou de productivité. Les données empiriques montraient toutefois que les pays tendaient à se diversifier puis à se spécialiser à nouveau au cours de leur développement. Dans les pays en développement, une grande diversification était susceptible de jouer un rôle important dans la réorientation vers de nouveaux produits ou destinations. L'expérience avait montré que les pays d'Asie de l'Est étaient mieux parvenus à se diversifier pendant les deux dernières décennies. Des contributions récentes à la théorie du commerce visaient à expliquer comment le commerce pouvait accroître la diversité des produits. Le lien de cause à effet pouvait aller de la diversification des exportations à l'accroissement de la productivité ou vice versa. La diversification était associée à la réduction de l'instabilité de la production et à l'amélioration des termes de l'échange, d'où une protection contre les chocs extérieurs et des possibilités d'apprentissage liées aux exportations. Certains faits tendaient à montrer qu'il existait des effets d'entraînement entre diversification, transformation structurelle et croissance.

12. Les bons résultats des pays d'Asie de l'Est étaient généralement associés à une croissance tirée par les exportations, mais certains pays s'étaient diversifiés sans que leurs exportations n'augmentent rapidement, tandis que d'autres avaient affiché une croissance tirée par les exportations sans diversification. Dans la plupart des cas, la diversification s'accompagnait d'une accumulation de capital et concernait tous les secteurs de biens et services échangeables, pas seulement ceux qui étaient axés sur les exportations. Il était donc raisonnable de fonder la croissance avant tout sur l'investissement et sur ces secteurs exportateurs ou non. La clef de la diversification du commerce et des structures industrielles résiderait alors dans le développement des biens et services échangeables, secteur qui tendait à être plus capitalistique que les autres secteurs d'activité dans les pays en développement. Le taux de change réel revêtirait donc une importance cruciale pour la croissance, étant susceptible d'influer sur la répartition des ressources entre le secteur des biens et services échangeables et les autres secteurs d'activité. La sous-évaluation réelle

d'une monnaie pouvait permettre à un pays de s'établir durablement dans de nouveaux secteurs et amener les entreprises à élargir leur gamme de produits et leur positionnement sur le marché. Au vu des données empiriques, le taux de change réel était la variable la plus déterminante dans l'explication des périodes d'accélération de l'investissement, et sa sous-évaluation était généralement associée à la diversification des produits échangés et des partenaires commerciaux.

13. Les experts s'accordaient généralement à penser qu'il fallait lier les dimensions macroéconomique et microéconomique du commerce. Si un grand nombre de pays s'engageaient dans la même trajectoire de diversification, ils risquaient de provoquer une erreur de composition. Des conflits de répartition pouvaient aussi survenir. Dans les pays en développement, les distorsions du secteur des biens et services échangeables étaient plus graves, les marchés financiers étaient moins développés et le coût marginal des ressources était très faible, particulièrement celui du travail, du fait du chômage élevé. En outre, la plupart des pays en développement étaient relativement peu présents sur les marchés internationaux.

14. Or, le commerce international était jugé important aux fins de la création d'une demande extérieure et du développement des marchés, surtout dans les petits pays. Les exportations pouvaient atténuer les problèmes de balance des paiements, produire des avantages dynamiques en matière d'économies d'échelle et de capacités spécialisées et créer des possibilités d'apprentissage. La croissance économique était liée à une trajectoire associant accroissement de la rentabilité et de la productivité, amélioration de la production et transformation structurelle. Le commerce n'était toutefois pas automatiquement source de croissance. L'important pour les pays en développement était de participer à l'économie mondiale d'une manière qui, sans passer forcément par la libéralisation, leur permettait d'opérer une transformation structurelle, d'accroître la valeur ajoutée et d'améliorer l'emploi. L'accent devait être mis non pas sur les avantages statiques du commerce, mais sur les avantages dynamiques.

15. Pendant les deux dernières décennies, l'économie mondiale avait connu deux grands changements. Premièrement, le morcellement et la mondialisation de la production s'étaient traduits par l'essor des chaînes de valeur mondiales et du commerce de biens intermédiaires, surtout dans l'industrie manufacturière, les services et le secteur des produits de base. Cela découlait de l'évolution des stratégies utilisées par les sociétés transnationales, davantage axées sur les compétences fondamentales, la délocalisation et l'externalisation. Y avaient également contribué le recentrage des pays en développement sur les exportations, la libéralisation du commerce et de l'investissement, la baisse des coûts de transport et les progrès des technologies de l'information et de la communication. Grâce aux chaînes de valeur mondiales, les pays pouvaient se spécialiser dans certaines activités et s'intégrer dans des marchés mondiaux, d'où de nouveaux débouchés, mais ils devaient également surmonter des obstacles considérables à l'amélioration de la production et au développement. Deuxièmement, l'évolution de la demande était liée au nouveau rôle des pays émergents – en tant que moteurs de la croissance et marchés finals – et à la stagnation de la demande dans les pays développés. Dans le même temps, le commerce intrarégional et les marchés locaux prenaient de l'ampleur. Comme la demande intérieure était jugée particulièrement importante pour les grands pays, il était nécessaire de créer des liens entre le commerce intérieur et le commerce extérieur.

16. Le regain d'intérêt à l'égard de la transformation structurelle et de l'industrialisation ne devait pas concerner le seul secteur manufacturier, mais également les services et leur dimension technologique de plus en plus importante. Beaucoup de pays en développement pouvaient par ailleurs exploiter des possibilités dans la transformation des produits agricoles et le secteur extractif. Pour ces pays, améliorer la production en s'appuyant sur ces secteurs était un bon point de départ. La plupart des experts estimaient qu'il importait

de créer des liaisons en aval et en amont. Les liaisons fiscales étaient cruciales dans le cas des industries extractives. Il était possible que certains pays en développement n'éprouvent pas de difficulté à s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales et à se diversifier grâce à leurs rapports avec les entreprises dominantes. Les pays risquaient cependant de s'engager dans une course à l'abîme et de se retrouver piégés dans des secteurs manufacturiers à intensité technologique faible ou moyenne – tout en voyant les termes de l'échange se détériorer – ou dans des activités d'assemblage. Cela ne leur permettrait pas de poser les fondements d'une croissance soutenue du revenu, l'essentiel n'étant pas de simplement participer aux chaînes de valeur mondiales, mais d'améliorer sa production dans ces chaînes. Les possibilités de production et d'amélioration de la production associées à une chaîne mondiale variaient en fonction des marchés finals. En outre, les entreprises dominantes étaient en général de grandes entreprises de pays développés. Les pays en développement peinaient à accroître la taille de leurs entreprises, avant tout à cause de leurs contraintes financières, afin de tirer un meilleur parti des chaînes de valeur mondiales.

17. Les participants estimaient en général que les politiques et les institutions internationales et nationales jouaient un rôle clef dans le commerce, les investissements industriels, le marché du travail, les compétences et les infrastructures. En particulier, les défis à relever au moyen de la politique industrielle pour améliorer la production et accroître la valeur ajoutée restaient les mêmes à l'heure des chaînes de valeur mondialisées. Différentes politiques, notamment sociales, devaient se compléter les unes les autres. Plusieurs participants ont insisté sur l'importance d'un environnement international propice à la diversification des pays en développement. À cet égard, plusieurs experts ont souligné que ces pays avaient besoin d'une marge d'action suffisante pour se développer. Dans leur stratégie de développement, les pays devraient recourir aux chaînes de valeur mondiales de façon sélective et s'appuyer sur les chaînes régionales pour améliorer la production.

C. Politique industrielle

18. Le débat s'est focalisé sur la portée et le contenu de la politique industrielle, aussi bien d'un point de vue historique que dans le contexte des enjeux économiques actuels. Certains experts ont dit que même si les institutions financières internationales étaient moins hostiles à l'égard de la politique industrielle qu'à l'époque du consensus de Washington, pendant les années 1980 et 1990, le rôle joué par cette politique dans presque tous les pays industrialisés était systématiquement minimisé. De véritables politiques industrielles avaient récemment contribué au développement en Asie de l'Est et, dans un passé plus lointain, à l'industrialisation de pays avancés comme la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis. Certains experts ont estimé que la nature de la politique industrielle était souvent mal comprise, certains y voyant un moyen pour l'État de « choisir les gagnants ».

19. La réunion-débat qui a suivi a porté essentiellement sur certains éléments clefs qui aidaient à définir précisément ce qu'était une politique industrielle. Un intervenant a indiqué qu'il s'agissait d'une action concertée et prolongée menée par l'État pour modifier la structure productive, l'un des objectifs principaux étant de créer un environnement favorable qui permette à des organisations de gérer l'économie efficacement, y compris dans le secteur privé. Les experts s'accordaient à penser que la politique industrielle servait à créer des liaisons et à opérer une transformation structurelle conduisant à la croissance et au développement. Outil essentiel des États développementistes, la politique industrielle était une condition nécessaire mais non suffisante du développement de rattrapage et devait être conjuguée à une politique macroéconomique appropriée.

20. Les intervenants se sont penchés sur des exemples de création de liaisons dans certains secteurs manufacturiers de la province chinoise de Taiwan (années 1980) et en Uruguay (années 2000). Les différents mécanismes qui ont été utilisés dans ces cas pourraient facilement être reproduits dans d'autres pays en développement, ou au moins servir de source d'inspiration à la conception d'une stratégie industrielle.

21. Plusieurs représentants et autres participants ont souligné que l'industrialisation, même si elle s'appuyait sur des politiques industrielles volontaristes, était une entreprise de longue haleine. La cohérence et la viabilité étaient des critères de réussite fondamentaux. La mise en œuvre d'une politique industrielle pouvant durer de dix à quinze ans avant d'aboutir, les États devaient envisager la planification et l'évaluation dans une perspective à plus long terme. Les stratégies industrielles devaient ainsi être conçues pour être moins dépendantes de circonstances politiques susceptibles de varier à court terme et se fonder sur un consensus politique large et solide. C'est pourquoi elles devaient autant que possible associer toutes les parties prenantes, particulièrement les travailleurs et les entreprises. Plusieurs participants ont souligné que le manque de stabilité politique dans un pays était un obstacle majeur à la viabilité de ses politiques industrielles.

22. Beaucoup d'experts ont reconnu qu'il était difficile de concevoir une politique industrielle adéquate et de la mettre en œuvre. Entre autres difficultés, les États devaient trouver un équilibre entre la promotion et la réglementation des secteurs économiques, comme le faisaient ressortir les bons résultats obtenus par les États développementistes d'Asie de l'Est et l'importance de la limitation dans le temps de l'appui public au secteur industriel. Nombre de participants ont souligné qu'il était difficile de comprendre la dynamique de la création de valeur dans le système de production, élément crucial de l'élaboration d'une bonne politique industrielle. De nombreux pays cherchaient à renforcer certaines entreprises ou chaînes de valeur, mais avaient du mal à tirer parti de la construction sociale des avantages concurrentiels de façon à créer et à conserver de la valeur. Certains experts, enfin, ont fait observer que les pays en développement traversaient une période où les conditions économiques extérieures étaient plus instables et que, même si la politique industrielle relevait d'une perspective à long terme, ils devaient en adapter les objectifs en conséquence. La diversification de la production et des partenaires commerciaux aiderait à surmonter ces défis, de même qu'un recours accru à la demande intérieure.

23. Les participants étaient nombreux à estimer que l'érosion continue de la marge d'action des pays pesait lourdement sur la politique industrielle. Dans la plupart des pays en développement, la ratification d'accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux réduisait énormément la portée d'une telle politique. Beaucoup de mesures que les pays développés avaient prises par le passé pour soutenir des secteurs naissants ou promouvoir la diversification économique n'étaient plus envisageables. Il restait cependant possible de recourir à la politique industrielle de façon constructive : la difficulté consistait à définir et à mettre en œuvre les mesures appropriées. Un expert a dit qu'il pourrait être utile de justifier la politique industrielle moins par des objectifs strictement économiques tels que l'industrialisation et davantage par des besoins et des priorités d'ordre social, comme la santé, la durabilité environnementale et d'autres biens collectifs tels que l'eau potable. La conception et la mise en œuvre de la politique industrielle pourraient alors bénéficier d'un consensus social plus large.

D. Séance récapitulative de la Réunion d'experts

24. Le secrétariat de la CNUCED a présenté les principales conclusions des trois sessions précédentes de la Réunion d'experts pluriannuelle tenue d'avril 2013 à décembre 2015, en accordant une attention particulière aux mesures et aux outils visant à renforcer un

environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement équitable et durable.

1. Première session

25. La première session de la Réunion d'experts s'est tenue à Genève (Suisse) les 16 et 17 avril 2013, sur le thème « Comment renforcer la résilience aux chocs extérieurs et atténuer leurs incidences sur le commerce et le développement ». L'un des principaux débats a porté sur les résultats médiocres des pays développés, particulièrement en Europe, et sur les conséquences qu'avait une croissance faible dans ces derniers du fait de l'interdépendance des pays en développement et des pays développés. Compte tenu de cette interdépendance, l'atténuation de la vulnérabilité des pays en développement était devenue essentielle au renforcement de la résilience aux chocs extérieurs. À court terme, il convenait de mettre l'accent sur les politiques anticycliques ; à long terme, il était essentiel de diversifier l'offre et la demande. La diversification de l'offre était nécessaire pour réduire la dépendance à l'égard des exportations vers les pays développés, et d'accroître ainsi le rôle des marchés intérieurs et régionaux.

26. Les débats de la réunion avaient abouti aux conclusions suivantes :

- La situation de l'économie mondiale, caractérisée par la croissance atone et le ralentissement économique des pays développés et par l'interdépendance entre ceux-ci et les pays en développement sur le plan financier et commercial, n'était pas conjoncturelle mais le résultat d'une crise structurelle dont les causes et les conséquences s'inscrivaient dans la durée. Dans l'économie intégrée d'aujourd'hui, les pays ne pouvaient se protéger que dans une mesure limitée des effets directs et indirects de la crise mondiale financière et économique.
- Dans la situation d'interdépendance due au commerce international, l'évolution de la demande mondiale avait fait ressortir les désavantages et les vulnérabilités découlant dans les pays en développement des stratégies de croissance privilégiant les exportations. Pour renforcer la résilience à ces vulnérabilités et à ces risques, il serait indiqué de recourir à des politiques publiques et à des règlements axés sur le progrès technologique, la coopération internationale, le multilatéralisme, le renforcement des capacités et la place des différents pays dans les chaînes de valeur mondiales.
- La configuration du système financier international exposait les pays en développement à l'instabilité des cycles d'expansion et de récession. Pour faire face à cette instabilité, il fallait repenser la libéralisation du compte de capital et le contrôle des mouvements de capitaux, les crises de la dette et les rôles des débiteurs et des créanciers, ainsi que les perspectives de stabilité monétaire et financière.
- La disponibilité de statistiques actualisées et pertinentes était essentielle à la compréhension d'un monde économique évoluant rapidement et pouvait contribuer à renforcer la résilience aux chocs extérieurs. La base de données UNCTADStat et les projets appuyés par la CNUCED, comme le Système d'information sur les marchés agricoles, continuaient d'aider à évaluer l'ampleur des chocs et à mieux comprendre leurs modes de transmission, et à élaborer des politiques visant à renforcer la résilience.

2. Deuxième session

27. La deuxième session de la Réunion d'experts s'est tenue à Genève les 8 et 9 décembre 2014, sur le thème « Vers un système commercial multilatéral favorable à un développement équitable et durable ». Les débats s'étaient focalisés sur les points suivants :

- La contribution du commerce au développement équitable et durable était en évolution. Comme le commerce occuperait une place de premier plan dans le programme de développement pour l'après-2015, il importait de mettre en lien les politiques commerciales et les autres politiques de développement, notamment la politique industrielle. Ces politiques devraient tenir compte des réalités d'aujourd'hui, telles que le développement du commerce reposant sur des chaînes de valeur mondiales, l'instabilité des prix des produits de base, l'intensification du commerce des services et la croissance du commerce Sud-Sud.
- Le rôle du système commercial multilatéral en tant que bien public devait être pris en compte, mais ne pourrait être mieux reconnu qu'à la condition d'être équitable et efficace. Les principes fondamentaux de l'Organisation mondiale du commerce, notamment le consensus et la prise en compte de toutes les parties prenantes dans le processus décisionnel, restaient donc valables.
- Les débats sur la nouvelle architecture commerciale régionale et les rapports entre les accords commerciaux multilatéraux et régionaux ont porté sur la fragmentation de cette architecture et le risque d'exclusion des petits pays.
- Afin de renforcer le système commercial multilatéral, il faudrait notamment adopter plusieurs mesures d'adaptation ayant trait à des questions comme le désalignement monétaire et les changements climatiques.

3. Troisième session

28. La troisième session de la Réunion d'experts s'est tenue à Genève, les 14 et 15 décembre 2015, sur le thème « Concevoir des approches permettant de stimuler la diversification économique et de promouvoir une production à valeur ajoutée, y compris à travers l'investissement, en vue d'offrir des perspectives économiques égales à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes ». Ce thème est étroitement lié au sujet du *Rapport sur le commerce et le développement, 2016*. La réunion avait abouti aux résultats suivants :

- La diversification occupait toujours une place centrale dans le processus de développement, mais il était nécessaire de mieux l'appréhender, compte tenu notamment des types de liaison, des technologies, de la politique budgétaire et du rôle des différents secteurs économiques (industrie et services) dans la promotion du développement et d'une évolution structurelle améliorant la productivité.
- Il convenait d'examiner plus avant et de mieux comprendre les éléments constitutifs d'un environnement international propice au développement, à la diversification et à l'accroissement de la productivité, ainsi que les incidences de l'essor des chaînes de valeur mondiales sur ces éléments.
- La marge d'action des pays en développement dans l'environnement économique mondial actuel a été un thème récurrent de l'ensemble des débats. Malgré les contraintes de plus en plus considérables, les pays pouvaient mettre en œuvre diverses politiques industrielles à l'appui du développement.
- Il fallait réfléchir à la politique industrielle au sens large, compte tenu des tendances et politiques macroéconomiques, des politiques commerciales et du cadre institutionnel.

II. Questions d'organisation

A. Élection du bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

29. À sa séance d'ouverture, le 14 décembre 2015, la Réunion d'experts pluriannuelle a élu M. Raphael Hermoso (Philippines) Président et M^{me} María Natalia Pacheco Rodríguez (État plurinational de Bolivie) Vice-Présidente-Rapporteuse.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(Point 2 de l'ordre du jour)

30. Également à sa séance plénière d'ouverture, la Réunion d'experts pluriannuelle a adopté l'ordre du jour provisoire de la session (TD/B/C.I/MEM.5/7), qui se lisait comme suit :

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Concevoir des approches permettant de stimuler la diversification économique et de promouvoir une production à valeur ajoutée, y compris à travers l'investissement, afin d'offrir des perspectives économiques égales à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes.
4. Adoption du rapport de la réunion.

C. Résultats de la session

31. À sa séance plénière de clôture, le 15 décembre 2015, la Réunion d'experts pluriannuelle a décidé que le Président établirait un résumé des débats.

D. Adoption du rapport de la réunion

(Point 4 de l'ordre du jour)

32. À sa séance plénière de clôture, la Réunion d'experts pluriannuelle a autorisé la Vice-Présidente Rapporteuse à établir le rapport final de la réunion sous l'autorité du Président.

Annexe

Participation*

1. Les États membres ci-après de la CNUCED étaient représentés à la session :

Algérie	France
Arabie saoudite	Grèce
Argentine	Inde
Burundi	Indonésie
Chine	Maroc
Côte d'Ivoire	Népal
Égypte	Pakistan
Équateur	Pologne
Espagne	Thaïlande
États-Unis d'Amérique	Turquie
Éthiopie	Uruguay
2. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées à la session :

Centre Sud
3. Les organes, organismes et programmes des Nations Unies ci-après étaient représentés à la session :

Centre du commerce international

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
4. Les institutions spécialisées et organisations apparentées ci-après étaient représentées à la session :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation internationale du Travail

Union internationale des télécommunications
5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session :

Catégorie générale

International Network for Standardization of Higher Education Degrees

World Vision International

* Ne figurent ici que les pays et organismes inscrits. Pour la liste complète des participants, voir TD/B/C.I/MEM.5/INF.3.